

**Conseil européen - Union  
européenne - Allemagne - Politique  
économique - Point de presse de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République, à son arrivée**  
(Bruxelles, 22 juin 2017)

Je suis très heureux de pouvoir participer à ce premier conseil européen. L'Europe n'est pas simplement à mes yeux une idée c'est un projet, une ambition. Je l'ai défendue dans la campagne présidentielle en France. Les candidats et candidates qui se sont présentés aux élections législatives en soutien de la majorité présidentielle l'ont également défendue et aujourd'hui nous rentrons dans le concret. Ce conseil va permettre de parler de nombreux sujets d'actualité et d'avenir de notre Europe et tout particulièrement de pouvoir porter avec détermination ce projet d'une Europe qui protège.

Nous allons travailler sur la lutte contre le terrorisme, sur les sujets de migration, en particulier les sujets de défense et je suis très attaché à ce que nous puissions obtenir des conclusions claires, en particulier sur un fond européen de défense qui porte cette ambition concrètement.

Nous aurons des discussions sur le commerce, sur la lutte contre le réchauffement climatique. Autant de sujets qui font l'Europe et qui font que l'Europe peut apporter une réponse concrète aux craintes du quotidien, aux défis du quotidien, aux dérèglements de la mondialisation. C'est aussi cela le projet que nous portons et c'est ce que je veux défendre aujourd'hui avec l'ensemble de mes collègues.

Q - Vous envisagez de relancer l'axe franco-allemand. Très concrètement aujourd'hui cela passe par quoi ?

R - Très concrètement nous travaillons main dans la main évidemment avec l'Allemagne. Nous avons eu des remarques communes aux conclusions de ce sommet et dans le conseil nous allons parler d'une voix commune.

Q - Vous êtes d'accord sur tout ?

R - Nous sommes d'accord. Il y a des sensibilités qui sont parfois différentes et c'est bien normal. Mais je veux que nous les réglions en amont de ces conseils. Sur tous ces sujets, je souhaite travailler de manière très étroite avec l'Allemagne. Je souhaite aussi que tous nos partenaires, et j'ai eu l'occasion ces dernières semaines et tout particulièrement ces derniers jours de voir plusieurs collègues, ouvrir ce cercle au maximum pour travailler sur ces convergences.

Q - Et pour les investissements étrangers ?

R - Sur les investissements, de manière très claire le texte des conclusions porte aujourd'hui ce que nous souhaitons. Je souhaite que nous puissions, en matière de commerce, là aussi avoir une Europe qui est tout à fait ouverte au libre-échange et à ce que sont nos valeurs, mais qui protège lorsque d'autres ne respectent pas certaines règles. Et donc mention est faite à la fois du contrôle de certains investissements directs étrangers dans des domaines sensibles. Nous demandons à la Commission d'y travailler. Mention est faite très clairement de la modernisation de nos instruments en matière commerciale. C'est quelque chose auquel je tiens beaucoup. Il est aussi fait référence à une juste réciprocité, en particulier sur l'ouverture de certains marchés. Tout cela va dans le bon sens, à la fois d'une ouverture, mais d'une ouverture raisonnée.

Q - Et sur les agences européennes ?

R - Sur ce sujet, je vais être très simple et je rejoindrai ensuite mes collègues. Ma priorité est de parler des projets de fond, de la politique européenne, de nos ambitions. Cela n'est pas d'avoir des discussions pendant des jours et des nuits sur le démantèlement ou la re-répartition. Une méthode sera proposée par le président du conseil et le président de la Commission. Je pense que cela est une bonne chose que nous nous mettions d'accord sur une méthode qui permettra de régler cela de la manière la plus efficace./.